

Stratégie de gribouille et provocation du ministre !

FO DGFIP n'a de cesse de dénoncer le mécano infernal de l'administration visant à regrouper ou à éclater plusieurs services, pour tenter de pallier l'incessante perte des emplois.

Sur tous les sujets en cours, **FO DGFIP 67** avait martelé ses revendications et alerté sur les conséquences de cette stratégie de gribouille.

Le Ministre Darmanin dans un récent article du quotidien Ouest France se présente comme le défenseur des « lieux de service public de proximité » en affirmant qu'il a sauvé 79 Trésoreries cette année... **Voilà un ministre qui ose tout...**, oubliant au passage de donner le nombre de trésoreries qu'il supprime en 2019, tout en prétendant qu'il va améliorer le service public au travers de « points de contacts » et des « bibliobus », « comme dans le village où j'ai passé une partie de ma jeunesse (sic) » !!

Ca va faire plaisir à nos collègues de Benfeld, Hochfelden, La Petite Pierre et Rosheim...

Il passe aussi allégrement sous silence les suppressions (ah non pardon, il faut dire « transfert » en langage DGFIP politiquement correct...) de petits SIP (pas dans le 67, pour l'instant) ou de SIE (Wissembourg et Sarre-Union en 2018, Erstein en 2019).

Il oublie opportunément de parler des transferts de missions pour créer des structures départementales (transfert des EPHAD autonomes à Bischwiller ou création du Service Départemental de l'Enregistrement).



Pour **FO DGFIP 67**, de tels arguments sont autant de mensonges éhontés et de sparadraps, que le Ministre tente de coller sur une administration qu'il détruit jour après jour !!

Quant à la **question du déploiement de la retenue à la source**, le Ministre Darmanin n'hésite pas à déclarer : « il y aura certainement des difficultés techniques, mais elles seront beaucoup moins nombreuses qu'avec l'impôt à la papa d'aujourd'hui...(sic). »

A ce niveau d'esbroufe, le Ministre est sans doute tout prêt d'accéder au livre Guinness des records 2019 ! Au

point où il en était, il aurait pu tout aussi bien se vanter du recrutement de 200 contractuels début 2019, sûrement à même de compenser les 2130 suppressions d'emplois qu'il s'apprête à infliger à la DGFIP !

Quant au financement de ces embauches, l'administration semble pour l'instant incapable d'y répondre, à moins que les crédits de vacataires servent à ces recrutements.

Les collègues qui voient de jours en jours gonfler le risque de tsunami du PAS (pour fin janvier/début février et pas dès le 2 janvier...), **apprécieront très modérément la nouvelle fanfaronnade du Ministre !!!**

Concernant la propension du ministre, à minimiser les problèmes techniques du PAS, nul besoin d'être grand clerc, pour imaginer que cette usine à gaz va à la fois produire des tâches supplémentaires dans les SIE et dans les SIP (remboursements, accueil) mais aussi de probables bugs, alors que la phase de recouvrement amiable et industrialisée de la mensualisation était globalement maîtrisée, et produisait de très bons résultats budgétaires.



Les salaires, tant dans le privé que dans le public, ne peuvent être considérés comme ennemi du climat pas plus que de l'économie. Plus largement, la question du **coût de la vie pour les salariés et les retraités** est posée.

Quelques chiffres évocateurs

➤ pour les fonctionnaires :
- en 22 ans (de janvier 1994 à juillet 2016, la valeur du point d'indice a progressé de 19,4 alors que l'inflation progressait de 39,2%

- depuis 2010, la valeur du point d'indice n'a été revalorisée que 2 fois, en 2016 et 2017, de 0,6%...

- l'année 2018 a été la 7^{ème} année de gel des traitements depuis 2010, ce qui entraîne mécaniquement une baisse des pensions, alors que dans le même temps les retenues pour pension civile ne cessaient d'augmenter.

➤ pour tous les Français
- entre 2008 et 2016, les Français se sont appauvris, en moyenne, de 440 € de « revenu disponible » par an, selon l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE)

- La croissance des salaires n'a jamais été aussi faible depuis 10 ans, selon l'OIT (Organisation internationale du Travail).

Pour FO, il n'y a pas que la question du pouvoir d'achat qui est posée, il y a aussi celle de la **redistribution des richesses et de la fiscalité** qui ne remplit plus son office de redistribution tant elle est appuyée sur les taxes et insuffisamment progressive. C'est pourquoi, FO revendique, de longue date, une **réforme d'ensemble de la fiscalité**.

Pour l'immédiat, **FO Fonction publique a demandé** au Secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique, en tant que premier employeur de ce pays, de montrer l'exemple et **d'ouvrir immédiatement des négociations**. L'état doit s'engager et montrer l'exemple pour sortir de la crise.

AIDEZ-NOUS A NOUS FAIRE ENTENDRE !!!



Nouvelles menaces sur les pensions de réversion

Le gouvernement avait promis qu'elles ne seraient pas supprimées...mais elles pourraient fortement baisser dans le nouveau système par point !!!

Pour le haut-commissaire à la réforme des retraites, chargé de présenter un projet au gouvernement, **la réversion pourrait ne plus être calculée en fonction du montant de la retraite du conjoint défunt mais en fonction des revenus du veuf ou de la veuve encore vivant**.

Il a pris cet exemple : « Si Monsieur gagne 2000 € et Madame 4000, cela fait 6000 pour le couple. On peut décider en cas de décès de maintenir le niveau de vie à 50% soit 3000 €. Si Monsieur meurt, Madame n'a rien, car elle touche déjà plus de 3000 €. Si Madame meurt, Monsieur touche 1000 € pour l'amener au seuil de 3000. »

Sauf que dans le système actuel, La veuve toucherait 1000 € et le veuf, 2000 !! Ca fait quand même une sacrée perte !!!

Et ce qui est certain, c'est que Madame n'est pas agente, contrôleuse, inspectrice ou IDIV des Finances publiques !!! Apparemment, nous ne vivons pas dans le même monde ou la même start-up nation..

